

# La prolifération des armes légères pose un défi à l'Afrique de l'ouest

L'Afrique de l'ouest est une région chargée d'histoire de guerres absurdes qui ont souvent pris pour cible les populations civiles plutôt que les combattants. En 30 Octobre 1998, les Chefs d'état et de gouvernement des 16 pays membres de la CEDEAO (Communauté économique des états d'Afrique de l'ouest)<sup>1</sup> ont officiellement signé le Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes portatives et d'armes légères. (SALW) Les États membres de la CEDEAO ont adopté une ligne de conduite ainsi qu'un plan d'action pour la mise en vigueur du moratoire. La création de commissions nationales pour la lutte contre le commerce et la détention d'armes illicites, les procédures de vérification et l'introduction de certificats d'utilisation finale, sont les points forts de ce document.

Cet article examine les événements en Afrique de l'ouest, ayant posé un défi à l'efficacité et à la pertinence du Moratoire pour lutter contre la prolifération des armes portatives et des armes légères dans la région.

Pendant la plus grande partie de l'histoire moderne, les armes ont été utilisées en Afrique de l'ouest par tradition. Introduites par les trafiquants d'esclaves, les commerçants coloniaux et les explorateurs se dirigeant vers l'intérieur des terres, les armes et la puissance des armes sont devenues un symbole de force et de puissance. Alors que la période des guerres pour les prises d'esclaves, conquêtes et guerres intertribales/ethniques a fait place aux « temps modernes », les armes sont devenues des armes de cérémonies, souvent déchargées et exhibées pendant des cérémonies funèbres, des festivals entre les tribus et les groupes ethniques en Afrique de l'ouest. La grandeur et l'héroïsme d'un individu, d'un clan, d'une tribu ou d'une ethnie étaient souvent exprimés au moyen d'armes, car elles étaient réputées

comme moyen de dissuasion contre les agresseurs et les envahisseurs.

Aujourd'hui les armes ont changé. Elles sont plus petites, plus perfectionnées et plus mortelles. Le commerce des armes illicites est devenu une activité lucrative et dangereuse à laquelle se livrent de nombreux acteurs dans la région. Malgré le Moratoire de la CEDEAO, les crimes à main armée, la violence et les conflits demeurent une réalité en Afrique de l'ouest. Au lieu d'offrir un cadre d'action, le Moratoire n'est resté qu'une intention.

## Nigeria

Le Nigeria, siège du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO, et un acteur important dans la sous région, a été la scène d'assassinats politiques de haut niveau et d'attaques à main armée. En mars 2004 on y a vu une

les courtiers, la mise en revue et l'harmonisation des législations nationales, la mobilisation des ressources et l'extension du moratoire. Cependant la mise en vigueur de ces objectifs n'a obtenu qu'un succès mitigé.

Le communiqué produit à la fin de la conférence d'Abuja, nommé « Éléments pour combattre le courtage des armes légères et de petit calibre en Afrique de l'Ouest » mentionne trois zones d'action prioritaires: juridique, institutionnelle et opérationnelle. Le communiqué a également recommandé au prochain Sommet des Chefs d'état et de gouvernements de la CEDEAO le besoin de transformer le Moratoire de la CEDEAO en convention.

Quelle que soit la direction prise par le moratoire l'Afrique de l'Ouest observe attentivement alors que le Moratoire devient un instrument pour limiter la prolifération d'armes dans la région. Les attributs que les États membres de la CEDEAO ont gagnés pour l'organisation du premier moratoire régional au monde sur la prolifération des armes, vont-ils devenir une action concrète ?

## Endnote

<sup>1</sup> Les États membres et signataires du Moratoire sont le Bénin, le Burkina Faso, Cape Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, Sierra Leone et le Togo.

série d'attaques contre les gouverneurs, y compris ceux de Benue State et Lagos State. Le banditisme s'est aussi intensifié sur les grandes routes, s'attaquant aux passagers des autobus et extorquant marchandises et argent.

Les armes légères sont reliées de manière étroite avec le crime et la violence dans le pays.<sup>2</sup> Récemment, l'inspecteur général de la police nigériane, a demandé aux détenteurs d'armes illicites de les rendre à la police.

Alors que le Nigeria a mis en place une Commission nationale pour les armes légères, ainsi que le moratoire le demande, il fait face à la tâche décourageante de diminuer la circulation et l'accès aux armes légères dans le pays.

### Conflit dans la sous région

Des guerres de rebelles au Sierra Leone, Liberia et en Côte d'Ivoire, ont gravement miné l'esprit du Moratoire de la CEDEAO. Les gouvernements ainsi que les groupes rebelles se sont approvisionnés en armes et en munitions.

Charles Taylor, qui avait lancé sa guerre révolutionnaire avec l'aide de feu président Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire parmi d'autres, a fourni des armes et des munitions au Front Révolutionnaire Uni (RUF) au Sierra Leone. On a accusé le Burkina Faso de fournir la rébellion ivoirienne, alors qu'on accuse le gouvernement de Laurent Gbagbo, en Côte d'Ivoire, d'avoir prêté aide à un des groupes rebelles au Liberia, le Mouvement pour la Démocratie au Liberia (MODEL).

Dans la sous région, on a fourni des armes au LURD (Libériens unis pour

la réconciliation et la démocratie), en violation de l'embargo des Nations Unies. L'approvisionnement continu en armes et en munitions vers la sous région a contribué à la prolongation des conflits dans ces pays.

### Mercenaires, trafiquants et maraudeurs

L'alliance entre les seigneurs de la guerre, les trafiquants et les maraudeurs, surtout dans les pays du bassin du fleuve Mano en Afrique de l'ouest, est liée à

l'éruption de conflits dans la région. Les trafiquants d'or et de diamants, de drogues et d'armes, prospèrent dans des situations de confusion et d'instabilité. Il y a un réseau dans cette région avec des ramifications dans le monde entier et qui emploie des mercenaires de presque tous les pays dans la sous région.<sup>3</sup>

Les trafiquants d'armes ont échappé à tous les contrôles... par le biais de systèmes de transport opérationnels clandestins accompagnés de systèmes de transfert de fonds, d'hommes de paille et de réseaux de trafic

En 2003, un rapport dans la revue New York Times<sup>4</sup> révélait comment les trafiquants d'armes ont échappé à tous les contrôles et mis en place des opérations florissantes par le biais de systèmes de transport opérationnels clandestins, accompagnés de systèmes de transfert de fonds, d'hommes de paille et de réseaux de trafic. Par exemple, en juin 2002, Victor Bout, né en Russie, a été contacté et on lui a proposé de fournir des armes au Liberia en violation de l'embargo des Nations Unies.<sup>5</sup>

Dans le New York Times Peter Landesman a dit que les trafiquants se servent d'affaires ayant l'apparence d'affaires légitimes pour déguiser les trafics. Des soldats et fonctionnaires des douanes sont payés pour détourner les yeux et l'on voit même des soldats payés pour garder les stocks. Des cageots d'armes portent l'étiquette «fruits

périssables»; des équipages font des transferts de cargo pendant les arrêts pour «ravitailler en carburant» On utilise des sociétés écran ou bien des compagnies de cargo quasi-légales pour acheminer les fonds; celles-ci peuvent aussi tout simplement être échangées contre des quantités de diamants.<sup>6</sup>

### Conclusion

La demande pour des armes croît, avec une insécurité en hausse, phénomène dû en partie aux abus d'armes. Le Moratoire est le seul instrument de réaction à cette tendance dans la sous région et il faut le réviser et élaborer un document plus étoffé vu les nouvelles réalités émergentes. Une approche plus complète et coordonnée pour l'identification des armes, le traçage et le suivi est absolument nécessaire. De manière encore plus importante, il faut s'adresser aux raisons de base qui causent l'usage des armes: ceci est fondamental.

### Notes

- 1 La Mauritanie a quitté l'organisation par la suite pour se joindre aux pays du Maghreb.
- 2 Le journal The Guardian, dimanche 7 mars, a dressé une liste alarmante et incomplète des meurtres commis au Nigeria entre 1999 (un an après la signature du moratoire) et 2004.
- 3 Dans de nombreux cas on a cité des Ukrainiens facilitant le commerce illégal et les rebellions. Certains ont servi comme mercenaires. Des fuyitifs, criminels et soldats en exil venant du Ghana, du Togo, de la Gambie, du Burkina Faso, du Liberia, de la Sierra Leone, de la Guinée, et du Mali constituent le gros de ces troupes de mercenaires.
- 4 [www.nytimes.com/2003/08/17/magazine/17BOUT.html](http://www.nytimes.com/2003/08/17/magazine/17BOUT.html)? L'article décrit Victor Bout, peut-être le premier vendeur d'armes au monde, ses alliés, ses relations en Afrique, sa protection par la Russie, et même par l'ONU et les gouvernements de l'ouest quand cela les arrange. Il a transporté des troupes de l'ONU au Timor oriental et en Somalie (vraisemblablement en Sierra Leone), a transporté 2500 troupes d'élite françaises au Rwanda en 1994, et a fait sortir Mobutu de la DRC.
- 5 *ibid.*
- 6 *ibid.*